

UNE COULÉE DE BOUE MENACE DE NOMBREUX ÉDIFICES ET HABITATIONS À ILLILTÈNE

L'activité commerciale et scolaire interrompue, des dizaines de familles évacuées

De nombreuses habitations et des édifices publics, situés au niveau et à la périphérie du chef-lieu communal d'Illiltène sont menacés par une coulée de boue dont l'avancée inexorable fait craindre le pire aux populations et aux autorités de cette commune de montagne située au flanc du célèbre mont Azrou n'Athour, faisant partie de la chaîne du Djurdjura, à près de 70 km à l'est de Tizi-Ouzou.

M. Azzoug, maire, n'hésite pas à parler d'une véritable catastrophe écologique et, même, humaine, «si des mesures urgentes ne sont pas prises», précisera-t-il. Dans un courrier adressé aux autorités de la wilaya de Tizi-Ouzou, le maire dresse un constat alarmant de la situation. Selon lui, la coulée de boue provenant de la montagne à partir du pied du mont d'Azrou n'Athour a emporté arbres, roches et gravats sur son passage. Le pont situé sur le chemin de wilaya 253 est obstrué par les gravats et les arbustes.

Des engins des travaux publics sont mobilisés jours et nuits pour le désengorger afin de permettre la circulation sur cet axe névralgique qui fait la jonction avec les localités et communes limitrophes et la wilaya de Béjaïa.



Les habitations et les édifices publics et autres infrastructures de base implantés au niveau du chef-lieu communal risquent, à tout

instant, d'être submergés par la masse boueuse. L'autre conséquence de ce phénomène est la rupture et l'obstruction des

conduites d'eau alimentant les nombreux villages de la commune, à partir des sources de montagne. Des mesures préventives et de sécurité ont été prises dans la matinée de mercredi dernier. Outre l'évacuation de près d'une centaine de familles du village Aït Aïssa et du chef-lieu communal, des digues ont été installées pour ralentir l'avancée du flot ininterrompu de la masse boueuse qui a déjà empêché la poursuite de l'activité commerciale et le fonctionnement des établissements scolaires dont un lycée, un CEM et une école primaire implantés au niveau du lieu-dit Souk-El-Had, chef-lieu communal.

Une mission technique des services spécialisés de la wilaya s'est rendue dans la journée de mercredi dernier pour établir un diagnostic et des mesures préventives qui s'imposent ont été préconisées. Hier samedi, le P/APW devait se rendre sur les lieux.

Une équipe de spécialistes en études géotechniques diligentée par les autorités à partir d'Alger était attendue dans la journée d'hier pour faire une expertise, nous signalera le maire qui insiste sur une vigilance de tous les instants qui doit prévaloir, signalant, dans ce sens, la mise en place d'une cellule d'alerte et d'observation qui a élu domicile au niveau du siège de l'APC.

S. A. M.

TLEMCEN

Taghzout, après le terrorisme, la misère et l'oubli

En revisitant ce hameau perdu sur les hauteurs de djebel El-Kaddous, nous constatons que rien n'a changé depuis notre dernière visite qui remonte à 1996. Taghzout, c'est le nom berbère de cette contrée qui se trouve à peine à deux kilomètres de la route nationale qui mène vers Sidi Bel-Abbès, dépendante administrativement de la daïra de Aïn Talout. Mais Taghzout semble si loin de la civilisation.

A l'entrée du village, des jeunes sont adossés au mur d'une vieille bâtisse abandonnée. Comme de coutume, ces villageois sont les premiers à vous adresser le salut, malgré la pauvreté, la misère ces jeunes de Taghzout restent dignes. Il faut rappeler que ce village coïncé dans cette vallée verdoyante a été constamment la cible des terroristes, beaucoup de gens sont partis, mais ceux qui sont restés se sont battus vaillamment contre la horde sauvage qui sévissait dans cette région sous le commandement d'un certain Kada Ben Chiha.

En 1996, quand nous nous sommes rendus pour la première fois à Taghzout, nous avons été choqués par les conditions de vie de ces paysans. Dans un cadre de solidarité, le club de la presse avait l'intention d'offrir un ordinateur pour équiper la bibliothèque de l'école. Cette action n'a pas pu se concrétiser à l'époque et pour cause le réseau téléphonique n'existait pas. On pensait que ce problème était réglé depuis, mais à ce jour, Taghzout reste isolé faute de moyens de communications. Les écoliers de ce village ne savent toujours pas ce qu'est un ordinateur. Mais là encore, on peut se passer de ce «luxe».

Au début des années 2000, c'étaient les derniers soubresauts de la bête immonde. Le

terrorisme était pratiquement vaincu. Les populations de Béni Snous, de Oued Chouly, de Tadjemout de Béni Ghezly commencent à prendre goût à la vie. Pour encourager les exilés à repopuler les villages, et autres contrées isolées, les pouvoirs publics ont proposé une aide conséquente pour améliorer les conditions de vie et la reconstruction des maisons détruites. Ce fut notamment le cas pour Béni Ghezly et Tadjemout mais curieusement Taghzout n'a reçu aucune aide ou du moins bénéficié d'un véritable programme de réhabilitation à l'exception d'une dizaine de personnes qui ont été attributaires de l'habitat rural.

En 2012, rien n'a été entrepris pour faire sortir ce village de son isolement et de la misère. Dans une pétition qui nous a été remise, le collectif du village interpelle les responsables à tous les niveaux en rappelant le sacrifice de ses enfants pendant la Révolution et les victimes du terrorisme. Nos interlocuteurs parlent avec une certaine émotion, mais avec beaucoup de frustration. «Nous sommes des paysans et nous ne savons quoi faire devant tant d'injustice. A qui s'adresser ? Au niveau de la daïra et de la commune, c'est toujours la même réponse et quand il nous arrivent d'insister auprès d'un responsable, nous

sommes tout simplement menacés. Le désespoir a poussé des familles entières à quitter le village pour se réfugier dans des garages loués au chef-lieu de daïra dans l'espoir d'être relogés un jour. Cependant, les natifs de Taghzout ne veulent pas partir, ils attendent un geste des pouvoirs publics pour redonner vie à ce village martyr. Autre chose qui ne s'explique pas, des familles sont en possession du fameux certificat de possession pour bénéficier de l'aide à la reconstruction de leur maison. Mais là encore, l'administration leur exige l'impossible, à savoir un acte de propriété alors que dans d'autres communes, ce document n'est pas exigé pour une telle opération.

En visitant la demeure d'une femme dont le mari a été assassiné par les terroristes, nous sommes restés figés par tant de misère. Cette pauvre femme vit dans un véritable taudis avec son fils unique, sans ressources et apparemment elle n'a plus toute sa mémoire, un voisin nous dit que c'est la misère qui l'a rendue ainsi. En évoquant les législatives du 10 mai devant ces pauvres gens, nous avons quelque peu remué un triste souvenir. Un habitant de Taghzout nous dit que la dernière fois où nous avons vu un élu c'était au cours de la campagne électorale de 2007. En quittant ce village, on avait l'impression d'être revenu du bout du monde, avec ce sentiment d'injustice. Pendant une année, des milliards ont été dépensés pour l'événement «Tlemcen, capitale de la culture islamique» au moment où des paysans de cette même wilaya vivaient dans une misère d'un autre siècle.

M. Zenasni

KHEMIS-MILIANA

Quand l'université fait son autocritique

Durant 2 jours, mardi et mercredi derniers, s'est tenu, à l'université de Khemis-Miliana, le colloque organisé par l'Institut des sciences économiques sur le partenariat dans le but d'informer les jeunes, de dresser un diagnostic des faillies qui sont à l'origine de la panne de l'investissement dans les différents secteurs socioéconomiques, de résorber la crise galopante de l'emploi qui sévit principalement chez les jeunes diplômés de l'université algérienne malgré le foisonnement des différents dispositifs mis en place et les sommes colossales consenties par le Trésor public.

C'est le Dr Menaâ El -Aldja qui a mis le doigt sur la plaie et ses causes en procédant à une analyse sans complaisance de la situation qui a induit ce taux phénoménal du chômage des diplômés sortants.

Elle commence par pointer du doigt l'inadéquation quasi totale entre les programmes enseignés «académiques» qui évoluent certes, mais indépendamment ou en décalage avec le contexte local et national, voire international, d'une part, et les exigences du marché du travail et ses besoins en qualité et en nombre, d'où «la nécessité impérieuse de transformer cette inadéquation en une équation équilibrée et harmonieuse dans le cadre d'un développement global, d'autre part. L'intervenante reconnaît le fossé qui existe entre le contenu des programmes enseignés et la demande du marché du travail, un fossé dont souffre l'université algérienne, et c'est ce fossé, affirme-t-elle, qui fait que les diplômés de l'université ont tout le mal du monde à s'intégrer dans le marché du travail. Et quand bien même que cette intégration se réalise, le niveau de rendement sera faible tant du point de vue compétences que performances.

Dans son analyse, elle établit 2 constats, à savoir l'inculcation d'un savoir académique exempt de toute expérimentation, une politique basée sur le bourrage des crânes. De là, le Dr Menaâ propose la création d'un observatoire et de suivi mixte qui sera composé de représentants de l'université et de ceux des intervenants sur le marché du travail. S'agissant des chiffres du chômage, elle expose l'évolution notamment chez les jeunes diplômés, 17% en 1987, 28% en 1995 et 30% en

1999, en net recul durant la décennie en cours, grâce à l'investissement direct de l'Etat, avec récemment depuis ces dernières années 300 000 demandes d'emploi, dont 120 000 émanant de jeunes sortant des universités.

Par ailleurs, M^{me} Menaâ relève aussi, parmi les causes qui alimentent le chômage, le manque de main-d'œuvre spécialisée, le dysfonctionnement de la loi de l'offre et la demande, l'incapacité des unités économique à évoluer, à se moderniser, la difficulté pour les détenteurs de projets à accéder aux moyens et aux sources de financement, le facteur socioculturel qui privilégie le salariat à qui préfère la sédentarité ne répondant pas ainsi à des offres d'emploi éloignées, particulièrement dans le Sud et les Hauts-Plateaux, le tout couronné par l'inexistence d'une base de données fiables et solides. Cet état de fait place l'université algérienne au 23^e rang en Afrique et mondialement à la 4132^e place. «Nos étudiants sortent la tête pleine de connaissances, mais ignorant de la manière de mettre en pratique ces connaissances sur le marché du travail, en l'absence de compétences.» Elle constate que généralement l'étudiant est plus préoccupé par le «diplôme» que par l'acquisition du savoir, le diplôme juste pour se trouver un poste, se bornant à ne s'intéresser qu'aux connaissances de sa filière.

L'oratrice suggère un changement dans la conception de l'université algérienne, et propose une réorientation dans les objectifs et les missions impartis à l'institution : «passer de la focalisation sur l'obtention d'un emploi vers la focalisation sur la créativité d'opportunités de l'emploi», ajoutant que ce glissement et cette translation ne pourront se faire que dans le cadre d'un vrai partenariat entre l'université, d'une part, et les autres secteurs d'investissement, d'autre part. Elle appelle aussi à la création d'une interactivité entre les différentes universités pour procéder à des échanges. «Pour arriver à cette réorientation de l'université, il faut l'avènement d'une administration qui soit convaincue de la primauté du savoir pour accéder à toute forme de développement», conclut l'oratrice. On a noté lors de ce colloque la présence des représentants des différents organismes, des multiples dispositifs d'aide à l'insertion qui se sont attelés à faire l'étalage du fonctionnement de ces dispositifs.

Karim O.